

avait pas de quoi renverser un cabinet ; mais on a posé de part et d'autre la question de confiance, et le problème se trouvait ainsi délimité ou mieux transformé : le ministère jouit-il de la confiance de la Chambre ? Celle-ci a répondu négativement, et sans dire le pourquoi. Des pronostics seraient en ce moment d'autant plus hasardés qu'aucune indication n'a résulté de la discussion. Il est certain que de divers côtés on voulait renverser le ministère. Les droites ne voulaient point de la présence dans le cabinet d'un républicain légalitaire, M. Sacchi, et d'un socialiste, M. Pantano. La reine Marguerite reprochait au ministère son anti-cléricalisme, et s'efforçait en dessous de lui faire la vie assez dure pour l'amener à se retirer. Un troisième motif est que ce ministère devait résoudre de grosses questions comme le rachat des chemins de fer ; et quand des centaines de millions passent ainsi devant la Chambre, si un ministère n'est pas scrupuleusement honnête, un certain nombre de ces millions s'arrêtent en route et se perdent si bien qu'on n'en retrouve plus la trace. Or on affirme que M. Sonnino est un homme honnête, qu'il ne voudrait pas se prêter à ce jeu, et que la question serait réglée par son gouvernement sans qu'il y eut moyen de se livrer fructueusement à une petite opération. Ce motif aurait été encore une des causes de sa chute. Des députés espérant qu'avec un ministère moins intègre ils auraient plus de facilité pour leurs propres affaires.

— Jusqu'à aujourd'hui le pape continue à garder le silence sur les nominations épiscopales françaises. Celles d'Italie se font au contraire par bref au fur et mesure des besoins ; et parmi ceux-ci, sont ceux qu'a mis à jour la visite apostolique. Le Souverain Pontife a la main ferme, et nombre d'évêques se voient contraints de renoncer à leur siège et de se contenter d'un siège titulaire. Naturellement nous ne connaissons pas les motifs de ces mises à pied, mais nous savons qu'elles sont

les c
men
bier
vau
que
—
pos
dre
poi
les
En
n'a